

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

### REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Le pouvoir adjudicateur : Ville de Courbevoie**

**Mairie de Courbevoie  
Hôtel de Ville  
92401 COURBEVOIE cedex**

---

#### **Maîtrise d'oeuvre d'exécution pour la modernisation de l'axe commerçant de l'avenue Marceau**

---

**Procédure adaptée en application des articles 27 et 90-I du Décret relatif aux Marchés  
Publics.**

**Date et heure limites de remise des offres : mardi 15 mai 2018 à 12:00**

**Attention :**

***Nous vous rappelons qu'à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018, toutes les offres devront être déposées  
de manière dématérialisée.***

***Toute offre déposée autrement que de manière dématérialisée sera rejetée sans être ouverte,  
conformément à l'article 41-I du décret relatif aux marchés publics.***

***Les candidats sont donc invités à se procurer dès maintenant une signature électronique.***

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

### Table des matières

Article 1 - Acheteur .....	3
Article 2 - Objet de la consultation.....	3
2-1-Objet du contrat .....	3
2-2-Procédure de passation.....	3
2-3-Forme du contrat .....	3
Article 3 - Dispositions générales .....	3
3-1-Décomposition du contrat.....	3
3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution .....	4
3-3-Modalités de financement et de paiement.....	4
3-4-Forme juridique de l'attributaire .....	5
3-5-Délai de validité des propositions .....	5
3-6-Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE) .....	5
Article 4 - Dossier de consultation.....	5
4-1-Contenu du dossier de consultation .....	5
4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique .....	5
4-3-Modification de détail au dossier de consultation.....	6
4-4-Visite des lieux et consultation de documents sur site .....	6
Article 5 - Présentation des propositions.....	6
5-1-Documents à produire .....	6
5-2-Langue de rédaction des propositions .....	8
5-3-Unité monétaire .....	8
5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	8
5-6-Négociation.....	9
Article 6 - Jugement des propositions .....	10
Article 7 - Renseignements complémentaires.....	11
7-1- Demande de renseignements .....	11
7-2- Voies et délais de recours .....	11

## **Article 1 - Acheteur**

**Le pouvoir adjudicateur** : Ville de Courbevoie

Mairie de Courbevoie  
Hôtel de Ville  
92401 COURBEVOIE cedex

Téléphone : 01.71.05.71.92  
Télécopie : 01.71.05.73.40  
Site internet : <http://www.ville-courbevoie.fr>

## **Article 2 - Objet de la consultation**

### **2-1-Objet du contrat**

La consultation porte sur les prestations suivantes :

#### **Maîtrise d'oeuvre d'exécution pour l'opération de modernisation de l'axe commerçant de l'avenue Marceau**

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 sur 31 décembre 1993) en ce qui concerne le CSPS.

#### **Références à la nomenclature européenne (CPV) :**

##### Objet principal :

71247000-1 : Supervision des travaux de construction

##### Objet(s) complémentaire(s) :

71240000-2 : Services d'architecture, d'ingénierie et de planification

71300000-1 : Services d'ingénierie

### **2-2-Procédure de passation**

La consultation est passée par Procédure adaptée en application des articles 27 et 90-I du Décret relatif aux Marchés Publics.

### **2-3-Forme du contrat**

La consultation donnera lieu à un marché à prix forfaitaire.

## **Article 3 - Dispositions générales**

### **3-1-Décomposition du contrat**

#### **3-1-1-Lots**

Conformément à l'article 12 du décret 2016-360, le présent marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots, car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

#### **3-1-2-Tranches**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

#### **3-1-3-Phases**

Le marché est divisé en 4 phases définies comme suit :

N° de la phase	Eléments de mission	Acronyme
1	EXAMEN DE CONFORMITE VISA	VISA
2	DIRECTION DE L'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX	DET
3	ORDONNANCEMENT - PILOTAGE - COORDINATION	OPC
4	ASSISTANCE LORS DES OPERATIONS DE RECEPTION	AOR

### 3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution

#### 3-2-1-Durée du marché

Le marché public prendra effet à compter de sa date de notification au titulaire et prendra fin à l'issue de la garantie de parfait achèvement et ce, jusqu'à l'exécution des travaux qui y sont associés.

Après expiration du marché ou résiliation, les deux parties demeurent liées du fait des prestations ou des règlements qui resteraient à effectuer.

La date prévisionnelle de début des travaux (préparation incluse) est arrêtée à : **juin 2018**.

La date prévisionnelle de fin des travaux est arrêtée à : **novembre 2018**.

#### 3-2-1-Délais d'exécution

Le délai d'exécution global est de **5 mois** sans compter la période de garantie de parfait achèvement d'un an à compter de la réception des travaux.

Le phasage et les durées des phases seront les suivants :

MISSIONS CONFIEES AU MAITRE D'OEUVRE		
N° de la phase	Eléments de mission	Délai d'exécution
1	VISA	<b>1 mois</b> <i>à compter de la notification des marchés de travaux.</i>
2	DET	<b>5 mois</b> <i>à compter du démarrage des travaux</i>
3	OPC	<b>5 mois</b> <i>à compter du démarrage des travaux</i>
4	AOR	<b>3 semaines</b> <i>Avant la date prévisionnelle de réception de l'ouvrage jusqu'à la date fixée pour la réception</i>

### 3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Autofinancement sur le budget municipal.

### **3-4-Forme juridique de l'attributaire**

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article 45-III du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

### **3-5-Délai de validité des propositions**

Le délai de validité des propositions est de 4 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

### **3-6-Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Aucune variante ou PSE n'est autorisée ou exigée par la Ville.

## **Article 4 - Dossier de consultation**

### **4-1-Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

#### Pièces écrites :

- le règlement de la consultation et son annexe sur la dématérialisation,
- l'acte d'engagement et son annexe éventuelle en cas de sous-traitance;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF);
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe unique à la définition des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés au titulaire dans le cadre du présent marché;
- le programme / cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

#### Pièces écrites du DCE pour la consultation relative aux travaux:

- 1- DT
- 2- CCTP
- 3- DPGF

#### Pièces graphiques :

- 01-15NHU004-BEZONS-Plan de l'Existant
- 02-15NHU004-BEZONS-Plan des réseaux secs-Ind B
- 03-15NHU004-BEZONS-Plan des réseaux EP-Ind B
- 04-15NHU004-BEZONS-Plan de démolition
- 05-15NHU004-BEZONS-Plan de nivellement-Ind B
- 06-15NHU004-BEZONS-Plan composition
- 07-15NHU004-BEZONS-Plan de signa horizontale
- 15NHU004-BEZONS-Plan DCEV2 - Standard

### **4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément à l'article 40 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.info/accueil.htm>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications. Bien que non obligatoire, cette inscription est vivement recommandée de manière à faciliter la communication d'informations complémentaires.

#### 4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard **6 jours calendaires** avant la date limite de remise des offres des modifications sur le dossier de consultation.  
Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

#### 4-4-Visite des lieux et consultation de documents sur site

Sans objet.

### Article 5 - Présentation des propositions

#### 5-1-Documents à produire

**Les signatures doivent être manuscrites, originales et émaner d'une personne ayant la capacité d'engager le candidat ou certifiées électroniquement.**

**Le « scan » ou la copie de la signature manuscrite ne constituent ni une signature originale ni une signature électronique.**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces ci-dessous.

Toutefois, au niveau de la candidature, le candidat peut fournir le document « **DUME** » ou document unique de marché européen comme mentionné à l'article 49 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 en lieu et place des formulaires DC1 et DC2, qu'il trouvera à l'adresse suivante :

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32016R0007&from=FR>

**ATTENTION : Le candidat devra joindre sa candidature et son offre sur CD-ROM ou clef USB en cas de remise papier.**

#### 5-1-1- Justificatifs candidature

<b>Les candidats joignent :</b>
La <b>lettre de candidature</b> (ou formulaire DC1).
Le formulaire <b>DC2</b> dans lequel le candidat mentionne : <ul style="list-style-type: none"><li>➤ son chiffre d'affaires global et son chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;</li><li>➤ la liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, indiquant l'objet précis, la structure du groupement (s'il y a lieu) le montant, la date et le destinataire public ou privé.</li></ul>
Si le candidat est en <b>redressement judiciaire</b> , la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
Les documents relatifs aux <b>pouvoirs</b> de la personne habilitée à engager le candidat ( <u>ces documents ne sont nécessaires que si le signataire des documents ne figure pas sur le formulaire Kbis de l'entreprise</u> ).
Un justificatif de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, le cas échéant ( <b>de moins de 3 mois</b> ) ou un <b>extrait kbis</b> de moins de 3 mois également.

**Qualifications exigées et composition de l'équipe:**

La composition de l'équipe est la suivante:

- une équipe avec les compétences en VRD - Eclairage public et Espaces vert

**Par anticipation, les candidats joignent :**

**L'attestation fiscale pour l'année précédente et l'attestation vigilance** de moins de 6 mois.

**Les assurances à jour** (notamment l'assurance couvrant la garantie décennale).

**Un RIB**

***Si le formulaire DC1 n'est pas fourni***, le candidat remet également les attestations suivantes :

- Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée attestant que le candidat a satisfait à ses obligations en matière fiscale et sociale ;
- Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée que le candidat n'a pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée que le candidat n'est pas exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;
- Une déclarations sur l'honneur dûment datée et signée que le candidat n'a pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- Une déclaration relative au respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail.

Les formulaires peuvent être téléchargés à cette adresse :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

***Il est indispensable de compléter toutes les rubriques.***

### 5-1-2 Contenu de l'offre

**L'absence d'une ou plusieurs pièces constitutives de l'offre est de nature à rendre l'ensemble de l'offre irrégulière au sens de l'article 59-I du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.**

**Les pièces substantielles comme le mémoire technique qui ne seraient pas jointes dans l'offre imposeront son rejet sans possibilité de régularisation.**

**Conformément au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, la signature des pièces constitutives de l'offre n'est plus aujourd'hui requise qu'au stade de l'attribution du présent marché.**

**Par anticipation, les candidats sont toutefois invités à remettre les pièces constitutives de l'offre déjà signées.**

<b>Les candidats joignent :</b>
<b>Un acte d'engagement</b> , rempli, daté et (par anticipation) signé.
<b>Une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)</b> , remplie, datée et signée.
<b>Un mémoire technique</b> , détaillant <ul style="list-style-type: none"><li>- les moyens humains dédiés à l'exécution du présent marché accompagnés des CV des principaux intervenants ;</li><li>- les moyens techniques dédiés à l'exécution du présent marché ;</li><li>- la méthodologie de coordination des différents lots travaux et de gestion des aléas pouvant survenir lors de l'exécution.</li></ul>

### 5-2-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

### 5-3-Unité monétaire

L'Acheteur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

### 5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis

#### Remise des plis sur support papier :

Les candidats transmettent leur proposition sous pli portant la mention suivante :

**" Affaire n°18S0031 – Maîtrise d'œuvre d'exécution pour la modernisation de l'axe commerçant de l'avenue Marceau - Société.....- NE PAS OUVRIR ".**

L'enveloppe contient les justificatifs de candidature visés à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et au règlement de la consultation, ainsi que les éléments relatifs à l'offre.

Le service Commande publique recommande vivement d'utiliser le modèle « **Couverture à renseigner et coller sur l'enveloppe extérieure** », telle que listée lors du retrait de DCE par l'entreprise.

Le candidat veillera à préciser son adresse mail de référence sur la couverture pour toute correspondance ultérieure (décret 2011/144).

Les plis devront être remis contre récépissé à l'adresse suivante :



Centre administratif " Les Pléiades "  
Service Commande Publique - 3ème étage bureau 320  
11ter, rue de l'Hôtel de Ville  
92401 COURBEVOIE cedex  
(de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00)

ou, s'ils sont envoyés par la poste, par pli recommandé avec avis de réception postal, chronopost ou autres, ils devront l'être à l'adresse ci-dessous :

Mairie de Courbevoie  
Service Commande Publique  
Hôtel de Ville  
92401 COURBEVOIE cedex

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas ouverts.

#### **Remise des plis par voie électronique :**

Conformément aux dispositions de l'article 40 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, l'Acheteur accepte la transmission des offres des candidats retenues par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.info/accueil.htm>

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1365 à 1368 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

La signature est au format XAdES, CAdES, PAdES.

#### **Copie de sauvegarde :**

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

En cas de difficulté pour déposer une offre dématérialisée, le candidat prendra directement contact avec la hotline [www.marches-publics.info](http://www.marches-publics.info) (téléphone : 04 80 04 12 60).

### **5-6-Négociation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager des négociations avec les candidats présentant les meilleures offres conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Toutefois, si le pouvoir adjudicateur entend profiter des négociations pour régulariser des offres irrégulières, il négociera avec tous les candidats ayant remis une offre dans les délais, conformément à l'article 59-III du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Dans les deux cas, des invitations à négocier seront adressées par écrit (courrier, courriel, télécopie) et préciseront les points à négocier, ainsi que le délai de réponse. Des réunions peuvent également avoir lieu.

Le pouvoir adjudicateur pourra réduire le nombre de candidats durant la négociation.

A l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur invitera les candidats à remettre une offre résultant de la négociation dans un délai précisé dans l'écrit susmentionné. Cette offre devra être identifiée comme offre négociée.

Toutefois, l'acheteur pourra aussi attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

## Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 au moyen des critères suivants :

### Critères de sélection des candidatures :

1. Garanties professionnelles
2. Garanties financières
3. Garanties techniques

Les candidatures seront examinées au regard des garanties professionnelles, techniques et financières produites. Compte tenu de l'objet de la présente consultation, toutes les garanties requises au titre de la candidature seront appréciées à valeur égale.

### Critères de jugement des offres communs aux trois lots :

Critères	Sous-critères	Support de notation	Note sur
<b>Valeur technique / 60 points</b>	<b>Sous-critère 1</b> : Méthodologie de coordination des différents lots travaux et de gestion des aléas. pouvant survenir lors de l'exécution des travaux.	Mémoire technique	<b>30 points</b>
	<b>Sous-critère 2</b> : Adéquation de l'équipe dédiée au projet.	Mémoire technique	<b>20 points</b>
	<b>Sous-critère 3</b> : Adéquation des moyens techniques au projet.	Mémoire technique	<b>10 points</b>
<b>Prix / 40 points</b>		Montant total de l'acte d'engagement et de la DPGF	<b>40 points</b>
<b>TOTAL sur</b>			<b>100 points</b>

- La **valeur technique** sera notée en fonction de la notation indiquée dans le tableau ci-dessus.
- Le **prix de l'offre** sera noté de la manière suivante :

Le prix le plus bas parmi les offres recevables obtient la meilleure note (note 40) ; les autres offres sont notées de manière inversement proportionnelle à leur écart avec le prix le plus bas, selon la formule suivante :

$$(\text{prix le plus bas} / \text{prix analysé}) \times 40$$

Le prix global et forfaitaire est détaillé au moyen d'une décomposition qui en indique les éléments constitutifs.

Cette décomposition du prix global forfaitaire permet d'apprécier les offres et a valeur contractuelle.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global forfaitaire, seul le montant porté à l'acte d'engagement en toute lettres prévaudra et fera foi.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Si le candidat est sur le point d'être retenu, il lui sera demandé de mettre en cohérence la DPGF avec l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 60 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

## **Article 7 - Renseignements complémentaires**

### **7-1- Demande de renseignements**

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **7 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande exclusivement écrite par le biais de la plateforme de dématérialisation AWS accessible depuis le site de la Ville de Courbevoie :

<http://www.ville-courbevoie.fr/vivre-a-courbevoie/economie/marches-publics.htm>

En cliquant sur l'icône  « correspondre avec l'acheteur ».

Une réponse sera, alors, adressée en temps utile à tous les candidats ayant été destinataires du dossier. **Toute demande de renseignement adressée autrement que par écrit aux coordonnées indiquées ci-dessus ne sera pas prise en considération.**

### **7-2- Voies et délais de recours**

#### **Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal Administratif de Cergy Pontoise  
2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 30322, 95027 Cergy Pontoise Cedex  
tél. : 01-30-17-34-00

courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)  
télécopieur : 01-30-17-34-59  
adresse internet : <http://www.cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr>

#### **Organe chargé de la Médiation:**

Comité consultatif interdépartemental de Versailles de règlement amiable des  
litiges relatifs aux marchés publics  
Préfecture de la région Île-de-France  
Préfecture de Paris 5, rue Leblanc  
75911 Paris cedex 15

Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00  
Fax : 01.82.52.42.95  
Courriel : [ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr)

**Services auprès duquel se renseigner pour obtenir des renseignements concernant  
l'introduction des recours :**

Greffes du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise  
2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 30322, 95027 Cergy Pontoise Cedex  
tél. : 01-30-17-34-00

courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)  
télécopieur : 01-30-17-34-59  
adresse internet : <http://www.cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr>